



UNE COMMISSION SOURDE AUX ATTENTES SOCIÉTALES : L'INCOHÉRENCE ENTRE DISCOURS ET ACTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

La question de la souveraineté alimentaire et de la gestion des problèmes environnementaux est plus pertinente que jamais, notamment en Europe où l'équilibre entre la croissance économique, les préoccupations sociales et la préservation de l'environnement devient un défi majeur.

Il est impossible de concilier les objectifs environnementaux ambitieux de l'Union européenne avec des accords commerciaux tels que celui du MERCOSUR qui favorisent des pratiques ayant un impact négatif sur l'environnement. Cela soulève des questions sur la cohérence des politiques publiques et sur la responsabilité éthique des décideurs.

Comment l'Europe peut-elle avoir autant de paradoxes dans ses politiques ? D'un côté, la Commission défend la préservation des prairies, qui recouvrent plus de 40 % de la surface agricole européenne, et, d'un autre côté, elle veut signer un accord qui va, de facto, supprimer l'élevage à l'herbe dans nos campagnes.

Pour la FUGEA, c'est l'heure du choix. Green Deal ou libre-échange débridé, l'Union européenne doit choisir. Nos agriculteurs et agricultrices ne peuvent être soumis à des injonctions contradictoires les sommant de respecter des standards de production plus élevés, tout en étant concurrentiels avec des productions encadrées par des normes plus laxistes. L'Europe doit sortir de ses incohérences schizophréniques et nous donner les moyens de sauver nos fermes et leur transition !

Pour éviter un embrasement des campagnes, nous attendons des actes forts des autorités européennes. Le premier est clair : stopper les négociations de l'accord UE-Mercosur. Nous ne nous laisserons pas enfumer par des indemnités ou des clauses-miroirs incomplètes et impossibles à contrôler !

La FUGEA a donc rappelé à la Commission mais aussi à nos décideurs son opposition à cet accord. Nous vous expliquons nos actions et revenons sur ce travail dans notre rubrique politique de ce numéro.



Sauvegarder nos prairies ou signer l'accord UE-Mercosur, l'Europe doit faire le bon choix !